



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 08 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRAVALOIRE RECYCLAGE

Le Grand Verger
Villedieu-la-Blouère
49600 Beaupréau-en-Mauges

Références : EC-2024-260-INSP-Gravaloire Recyclage-Beaupreau-RAP
Code AIOT : 0006305697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement GRAVALOIRE RECYCLAGE implanté Le Grand Verger Villedieu-la-Blouère 49600 Beaupréau-en-Mauges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVALOIRE RECYCLAGE
- Le Grand Verger Villedieu-la-Blouère 49600 Beaupréau-en-Mauges
- Code AIOT : 0006305697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GRAVALOIRE RECYCLAGE exploite une plateforme de regroupement de déchets dangereux (poteaux de bois créosotés) et de transit-concassage de déchets inertes (poteaux béton) au lieu-dit « le Grand Verger » sur la commune déléguée de Villedieu la Blouère à Beaupréau en Mayenne.

En 2005, la société GRAVALOIRE RECYCLAGE a rejoint le groupe SRB, leader dans le traitement des poteaux bois et béton usagés de la SNCF, ENEDIS, ORANGE,...

Depuis 2020 la société GRAVALOIRE RECYCLAGE est soumise au régime de l'autorisation par le biais de l'arrêté préfectoral DIDD-2020-n°153 du 24 juillet 2020.

En 2021 l'entreprise a implanté un premier piézomètre en aval du site, au coin Nord Est, près du bassin de rétention des eaux de ruissellement. L'implantation de trois autres piézomètres a suivi et la première campagne d'analyse des eaux souterraines a eu lieu en 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 8.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 8.4.3	Demande d'action corrective	3 mois
8	Moyens d'intervention et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 8.5.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions d'exploitation, entretien	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 2.4.3	Sans objet
2	Surveillance de l'établissement et de ses émissions	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 2.6.2	Sans objet
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 5.2.7	Sans objet
4	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 5.3	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 8.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- compléter les consignes de sécurité affichées dans les locaux avec l'ajout des coordonnées des personnes à joindre en cas de sinistre (rajouter les numéros de téléphones les fiches de consignes de sécurité) ;
- reprendre la réalisation des mesures du pH, arrêtées en 2023, pour l'analyse des eaux souterraines sur les prochaines analyses ;
- transmettre les résultats d'analyses au titre de l'autosurveillance via GIDAF avec les valeurs d'autosurveillance ;
- procéder à la mise en conformité de l'installation du parafoudre et en informer l'inspection des installations classées ;
- nettoyer la zone de chargement/déchargement des bois créosotés et revoir la procédure de nettoyage et, autant que possible, l'organisation de cette zone afin d'éviter la présence de morceaux de bois en dehors de la zone prévue ;
- curer et vérifier l'étanchéité du bassin d'orage ;
- compléter la signalétique par l'affichage d'un plan de situation près de la réserve incendie et signaler la pompe de relevage (point de rejet des eaux de ruissellement). L'identification de la vanne à actionner pour le confinement des eaux d'extinction incendie est bien réalisée et a été constatée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'exploitation, entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 2.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Consignes
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des <u>consignes d'exploitation</u> qui comportent explicitement les instructions de conduite et les vérifications à effectuer, en conditions normales de fonctionnement comme pendant les phases transitoires (démarrages, arrêts, entretiens, modifications, essais...) ainsi que les modalités d'application des prescriptions de cet arrêté. Par ailleurs, l'exploitant rédige des <u>consignes de sécurité</u> qui précisent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux...) ;- les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident dont l'évacuation du personnel ou l'isolement du site afin de prévenir les transferts de pollution vers le milieu récepteur ;- les moyens d'intervention à mettre en œuvre selon le sinistre ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention, des services d'incendie et de secours... Ces consignes sont tenues à jour et accessibles à tous les membres concernés des personnels, y compris les intervenants extérieurs. Au besoin, elles sont affichées.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les consignes de sécurité sont affichées dans les locaux. Les étiquetages et affichages sont clairs et lisibles. (Annexe 1)

Suite à la demande de l'inspection lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à rajouter en outre les numéros de téléphones des personnes à prévenir en cas de sinistre sur les fiches de consignes de sécurités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance de l'établissement et de ses émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 2.6.2

Thème(s) : Situation administrative, Bilan annuel d'exploitation

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 31 de chaque année, l'exploitant adresse à l'Inspection des installations classées un bilan d'activités accompagné d'une synthèse commentée du fonctionnement de son établissement au cours de l'année précédente dans laquelle figure, a minima, l'interprétation des résultats des surveillances. Cette communication est annuelle, sauf en cas de dépassements des valeurs prescrites ou d'éléments devant faire l'objet d'un porter à connaissance du préfet pour lesquels la transmission est immédiate.

Constats :

Les synthèses annuelles d'exploitation des années 2021, 2022 et 2023 ont été envoyées préalablement à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 5.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets et contrôles des rejets

Prescription contrôlée :

Les rejets des eaux pluviales respectent les valeurs limites définies ci-dessous.

Paramètres	Valeurs limites
pH	5,5-8,8
Température	< 30°C
Matières en Suspension - MES	35 mg/l
DCO	125 mg/l
Azote global	30 mg/l
Phosphore	10 mg/l
Cuivre	0,25 mg/l
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	0,05 mg/l
Chrome et ses composés (en Cr)	0,1 mg/l

Arsenic	0,2 mg/l
Indice cyanures totaux	0,2 mg/l
HAP (somme des 5) : Benzo(a) pyrène - Benzo (b) fluoranthène- Benzo (k) fluoranthène- Benzo (g, h, i) perylène - Indeno (1,2,3-cd) pyrène	0,025 mg/l
Indice Phénols	0,3 mg/l
Nonylphénols	0,025 mg/l
Octylphénols	0,025 mg/l
Hydrocarbures totaux - HCT	5 mg/l

L'exploitant s'assure de la conformité de ses rejets à ces valeurs limites par une analyse trimestrielle sauf s'il n'est procédé à aucun rejet au milieu naturel dans la période correspondante aux fréquences de mesure.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les analyses des eaux de ruissellement montrent une évolution du pH qui tend à revenir dans les limites permises par l'arrêté d'autorisation (pH compris entre 5,5 et 8,8).

Les valeurs ont évoluées comme suit :

Septembre 2021 : 9,2

Décembre 2021 : 12,2 #

Mars 2022 : 11,9

Juin 2022 : 11,6

Octobre 2022 : 10,1

Décembre 2022 : 7,9

Avril 2023 : 8,1 #

Juillet 2023 : 7,5

Décembre 2023 : 8,4 #

Avril 2024 : 8,5

L'exploitant a noté les dépassements précédents du pH en sortie de site et en suit l'évolution 2 fois par an.

Depuis fin 2022, il est noté une baisse et un retour à la conformité.

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait que certaines mesures ne sont pas faites sous accréditation (#), c'est une question à résoudre avec le laboratoire d'analyse.

L'exploitant déclare en outre qu'il a changé de laboratoire d'analyse entre 2022 et 2023, ce qui conduit à quelques ajustements. (voir point de contrôle n°4)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit du site conformément aux dispositions du présent article.
Constats : L'inspection des installations classées constate que : - 4 piézomètres sont installés sur les installations (2 en amont, 2 en aval) ; - les analyses effectuées en novembre 2021 et mars 2022 montrent que le pH est compris entre 6,4 et 8,7 sur les piézomètres amont (Pz2 et Pz3) et entre 12,1 et 12,9 sur les piézomètres aval (Pz1 et Pz4) ; - la première mesure effectuée avant l'installation des piézomètres a été de 5,8 pour le Pz1 (en aval du site) en septembre 2021. L'exploitant déclare qu'il a remblayé et aménagé la plateforme avec un apport de béton concassé, ce qui a pu modifier les valeurs de pH. L'inspection des installations classées constate également que : - les valeurs du pH ne sont plus indiquées dans les analyses des eaux souterraines depuis mars 2023 ; - aucune donnée d'autosurveillance n'a été renseignée dans GIDAF depuis le 1 ^{ier} mai 2022. L'exploitant déclare que cela est dû au changement de laboratoire d'analyse pour ce qui concerne l'absence de mesure du pH et qu'il ignorait pour la déclaration GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de reprendre la mesure du paramètre pH pour l'analyse des eaux souterraines pour en suivre l'évolution et de déclarer les résultats des analyses de son autosurveillance pour les eaux souterraines via GIDAF. Il est également demandé à l'exploitant de rechercher la cause de cette augmentation de pH dans les eaux souterraines et, notamment si elle est en lien avec son activité et de nous en tenir informés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L' <u>Analyse du Risque Foudre</u> (ARF) identifie les installations nécessitant une protection et détermine les niveaux de protection nécessaires. Elle est mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant une nouvelle autorisation, de chaque révision de l'étude de dangers ou de toute modification pouvant avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF. <u>Une étude technique</u> , fonction des résultats de l'ARF, définit les protections à mettre en place, leur implantation ainsi que les modalités de leur suivi. La notice de vérification et de maintenance

<p>comme le carnet de bord de l'installation sont rédigés lors de l'étude technique et complétés après la réalisation des travaux qu'elle a déterminés.</p> <p>Les protections font l'objet d'une <u>vérification</u> complète dans les 6 mois qui suivent leur mise en service, par un organisme tiers de l'installateur, puis tous les 2 ans. Un contrôle visuel est réalisé tous les ans. Les impacts de foudre enregistrés donnent lieu à une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés, dans un délai d'1 mois après leur survenu. La remise en état éventuelle est réalisée dans le mois qui suit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'analyse du risque foudre a été réalisée le 9 mars 2020 par la société 1G GROUP SAS certifiée Qualifoudre ; - l'étude technique a été réalisée le 21 mars 2023 par l'APAVE certifiée F2C ; - la première vérification complète du risque foudre a été réalisée le 21 février 2024. <p>La conclusion de la première vérification complète est que le parafoudre mis en place dans le TGBT n'est pas correct, la mise à la terre du parafoudre n'est pas correcte et qu'il n'y a pas de protection en amont du parafoudre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à la mise en conformité de son installation et notamment les parafoudres.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de nous en tenir informés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 8.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aires de réception stockage et de chargement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sols des aires de réception et de stockage des déchets dangereux sont étanches et équipés de façon à pouvoir recueillir les égouttures et autres produits épandus accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les aires de stockage des déchets dangereux (bois créosoté) sont sur une plateforme étanche (voir annexe 2) ; - le sol de l'aire de manœuvre aux abords de cette plateforme est en partie couvert de taches d'hydrocarbure et de dépôts de copeaux de bois (voir annexe 2).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'aménager ces aires de chargement et déchargement ou alors de modifier les procédures de chargement et déchargement afin d'éviter de continuer à répandre des substances polluantes en dehors de la zone aménagée et imperméable. L'inspection des installations classées demande également à l'exploitant de nettoyer les surfaces déjà identifiées comme salies.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatifs (une photo des surfaces nettoyées)
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 8.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux (bassin d'orage et de confinement)
Prescription contrôlée : Lors d'un accident ou d'un incendie, l'ensemble des eaux polluées est contenu au niveau de l'établissement dans le bassin d'orage étanche. L'établissement dispose d'un volume de confinement disponible en permanence d'au moins 260 m ³ permettant de collecter l'ensemble des eaux d'extinction en cas d'incendie. Ce volume de confinement est déterminé en additionnant les volumes d'eaux d'extinction nécessaires à la lutte contre un sinistre, les produits libérés par l'incendie et les éventuelles intempéries concomitantes.
Constats : L'inspection des installations classées constate que le bassin d'orage n'a pas été curé. (voir annexe 3)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de curer et de vérifier l'étanchéité du bassin d'orage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Moyens d'intervention et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2020, article 8.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Signalétique

Prescription contrôlée :

Les moyens liés à la sécurité, la protection, l'évacuation des personnes ainsi qu'à la maîtrise des risques sont repérés par une signalétique réglementaire ou, à défaut, une norme ou une convention reconnue.

Les plans d'évacuation et de lutte contre l'incendie doivent être affichés à proximité des entrées principales des bâtiments.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que :

- le plan de circulation est affiché à l'entrée du site (annexe 4) ;
- la commande de coupure de la pompe de relevage est correctement signalée (annexe 4) ;
- la réserve d'eau incendie est correctement signalée, il y manque cependant un rappel du plan de situation pour situer la commande de coupure de la pompe de relevage (annexe 4) ;
- la pompe de relevage n'est pas signalisée (annexe 3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- mettre un plan de situation à l'emplacement de la réserve d'eau incendie ;
- mettre en place une signalisation de la pompe de relevage (point de rejet des eaux de ruissellement du site).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Annexe 1 Consignes

		
Consignes affichées dans les locaux.		

Annexe 2 Plateforme de stockage bois créosoté

		
Poteaux de bois sur la plateforme		Taches hydrocarbure et copeaux de bois

Annexe 3

Bassin de rétention et pompe de relevage

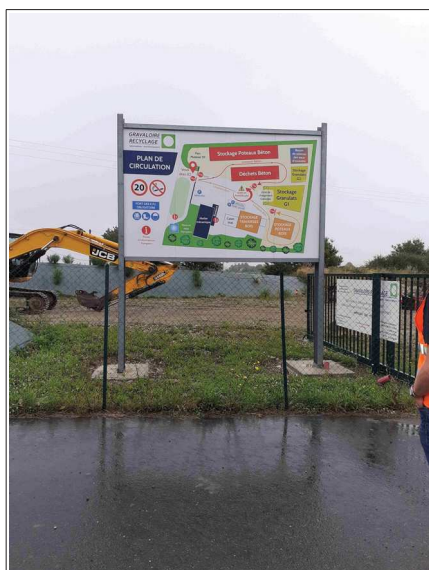


Bassin de rétention à curer

Pompe de relevage à signaler

Annexe 4

Plans et signalétiques



Plan de circulation à l'entrée du site



Réserve d'eau incendie



Coupure de la pompe de relevage et confinement des eaux d'extinction